Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page1

ARRITTI

nu 2653 da u 21 à u 27 di maghju 2020

54a annata
Prezzu 1,40 €
C.P. 0422 C 82046
ISSN 1262
Dispensé de timbrage
Routage 205
www.arritti.corsica

SETTIMANALE NAZIUNALISTU CORSU

Plan Tourisme et green pass

p. 6 è 7

Femu a Corsica hausse le ton !

Réponse à la crise économique Covid-19

L'Europe relancée ?

La crise économique et sanitaire amène à remettre en cause les blocages qui jusque là empêchaient les avancées dans la négociation européenne. Nouveaux fonds propres, relèvement des plafonds pour le budget européen, création d'un fonds de relance et de transformation comportant de vrais mécanismes de solidarités à travers un recours majoritaire à des subventions : l'Union Européenne se met en mouvement pour se sortir de la récession économique qui la menace. Le Parlement Européen joue là un rôle essentiel, malgré les conditions très difficiles de travail à distance, dans ces évolutions politiques importantes. *p. 3*

Naziunalìsimu

p. 10

Le mouvement démocratique qu'il nous faut

Un plan Marshall pour l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse

p. 8

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page2

apiazzetta.com

Supercorsu in guerra contr'à a mundializazione

Una volta di più, Super Corsu s'hà da batte per difende a so identità. Sta volta hè siguru di vince.

Publicatu in u numeru 30 di A Piazzetta.

Accapu di a reddazzione

Techja !

Dapoi trè mesi ùn si parla, ùn si campa, ùn si beie, ùn si manghja, ùn si dorme, chè di Covid ! A nostra vita sana s'urganizeghja in giru à u coronavirus è ùn si parla chè di què. Macron, Edouard, Varan. Varan, Edouard, Macron ! Cunsigliu scientìficu di quì, laburatorii di quà. Raoult è micca Raoult ! Ùn ci hè più guerra in u mondu, ùn ci hè più fame, nemancu miseria o catastrofe. Ùn ci hè più mafia, ùn ci hè più arrubbecci, nemancu morti nant'à e strade. Ùn ci hè nè timpurale, nè sicchina, nè terramoti, nè vulcani chì si svèglianu, ùn ci hè più estinzione di massa, nemancu riscaldimentu climàticu, ci hè u Covid ! Ùn ci hè più ghjorni festivi, nè Pasqua, nè primu di maghju, nè manifestazioni, nè voglia di manifestà, nè maglietti gialli. Ci hà pigliatu tuttu, a salute è l'amichi, arrubèndusi vite care, fendu soffre i nostri anziani, spicchènduci, fènduci paura à mezu à l'amichi, à mezu à i parenti. Ci hà pigliatu basgi è abbracciachimi, sussuri ind'è l'arrechje, zitelli appicollu, ciucci à sughje, mani nant'à e spalle, strinte di mani, diti ind'è u nasu, scuzzulate è ancu calci è pugni ! Ci hà pigliatu intarri è matrimonii, battèsimi è cumunioni, seratoni in famiglia o trà l'amichi, pranzi in i risturanti, briachine, spassighjate tranquille, scialalate in cafè, cuncerti è festivali, mùsica è teatri, sinemà, sport cullettivi, partite di caccia, ghjocu à pallò, è ancu u Sporting !!! Ci hà cacciatu a voglia di travaglià, è a voglia di stà in casa, e cumprere di scarpi è vistiti, è ancu l'elezzioni ! Ci hà presu a cunfidenza, i surisi offerti à nimu, e cumplicità, a voglia di dì bunghjornu, a cunvivialità, u cuntattu umanu, è ancu l'accarezza à i misgi ! Ci hà rigalatu in iscambiu ghjente ansiosa è azeza, corse à i maschi, prezzi affuculati, guanti ghjitatti in carrughju, code à i magazini, estri rugniconi, incertezze è paure, è pruviste di papè pè u cabinetu, une poche di scimizie sì ! A crisa hè da tutte e mamme, sanitaria, ecunòmica, suciale, pulìtica, pulèmica, serà ancu da quì à pocu ambientale, cù tuttu stu plàsticu fabricatu, trà bluse, maschi, guanti, *plexiglas*, signaletica, è imballasgi à buzeffu ch'ellu ci tuccherà à ghjittà, brusgià, o sottuterrà... senza cuntà tuttu ssu ghjelu idroalcòlicu è disinfettanti da tutte e mamme ! Pòveri à noi ! Pòvera pianetta !
Sapete, eiu, o ghjente... n'aghju una techja ! ■
Fabiana Giovannini.

Cap'artìculu

Par **François Alfonsi**

Réponse à la crise économique Covid-19

L'Europe relancée ?

La crise économique et sanitaire amène à remettre en cause les blocages qui jusque là empêchaient les avancées dans la négociation européenne. Nouveaux fonds propres, relèvement des plafonds pour le budget européen, création d'un fonds de relance et de transformation comportant de vrais mécanismes de solidarités à travers un recours majoritaire à des subventions : l'Union Européenne se met en mouvement pour se sortir de la récession économique qui la menace. Le Parlement Européen joue là un rôle essentiel, malgré les conditions très difficiles de travail à distance, dans ces évolutions politiques importantes.

Le premier chiffre qui a fait bouger les choses est celui de la chute annoncée du Produit Intérieur Brut de l'Union Européenne : -7,4%. Mais ce chiffre moyen cache de grandes disparités entre les pays du Sud qui seront les plus touchés par le virus et par ses conséquences économiques, notamment en raison de l'impact sur l'activité touristique, et les pays du Nord et de l'Est. Espagne Italie et Grèce prévoient une récession allant jusqu'à 10% de leur PIB, alors que leurs dettes publiques atteignent déjà des sommets, ce qui ne leur permettra pas d'emprunter de quoi éviter l'effondrement économique.

Le Commissaire européen à l'économie, l'ancien premier ministre italien Paolo Gentiloni, l'explique sans ambages : les moyens nécessaires en injonction d'argent public pour surmonter la crise économique varient du simple au triple d'un pays de l'Union à l'autre. Et si ceux qui ont les moyens d'emprunter ne mettent pas leur capacité financière à disposition des pays qui sont le moins solvables, ces derniers finiront par s'effondrer, entraînant dans leur chute toute l'économie européenne, y compris celle des zones aujourd'hui encore prospères.

Comme toujours en politique, nécessité fait loi. Comment transférer les moyens économiques qui manquent notamment à l'Italie, l'Espagne et la Grèce depuis les pays les plus prospères, particulièrement l'Allemagne, les Pays Bas et les pays nordiques, si ce n'est en revigorant l'outil de mutualisation des économies entre ces pays qu'est l'Union Européenne ? Or l'Union Européenne est aux prises depuis début 2018 avec des blocages politiques sans précédent dans la négociation de son « Cadre Financier Pluriannuel » qui est fixé par périodes de sept années. Celui en vigueur, le Cadre Financier Pluriannuel 2014-2020, s'arrête dans sept mois. Et le futur CFP 2021-2027 doit être adopté à l'automne au plus tard.

L'irruption du coronavirus dans cette phase cruciale de négociation est venue rebattre les cartes, et, une fois les premières réactions très « égoïstes » de l'Eurogroupe (la réunion des Ministres des Finances des 27 États-membres) dépassées et publiquement regrettées par la Présidente de la Commission, lors d'un déplacement en Italie au plus fort de la crise sanitaire, c'est une autre musique qui a commencé à se faire entendre.

Le Parlement Européen, par le vote ce 15 mai d'une résolution co-signée par le PPE, les Conservateurs, le groupe Renew (Macron), les socialistes et les Verts, a donné sa pleine mesure à la nécessité de déployer en grand la solidarité européenne face à la crise.

Certes le Parlement n'est pas décisionnel et il faudra attendre le sommet des chefs d'État pour qu'une décision réelle intervienne. Mais le spectre politique très large des forces politiques signataires, et le vote ultra-majoritaire (505 pour, 119 contre), lui donne une force inédite d'autant que le Conseil n'a pas réussi jusqu'à présent à formuler la moindre proposition de son côté.

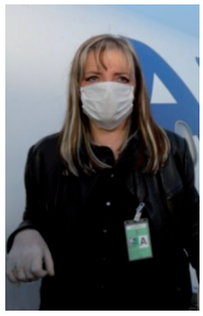
Quels sont les verrous qui ont sauté au fur et à mesure ? Premier verrou : l'utilisation de la capacité financière du budget européen pour garantir un emprunt d'urgence réalisé aux conditions les meilleures du marché mondial. En effet ce budget public de 150 milliards d'euros annuels, hyper-rigoureux et bénéficiant donc de la meilleure notation par Moody's et les autres, était interdit, par décision politique des États, de recourir à l'emprunt. Il dispose donc désormais d'un endettement de 540 milliards d'euros depuis le 9 avril, appuyé sur son budget propre, somme mise à disposition des Etats qui ont eu les plus lourdes charges à assumer dans l'urgence là où la pandémie a été la plus forte (100 Mds pour le financement du chômage technique, mise en place de 240 Mds de soutien financier direct aux États, et 200 Mds auprès de la BEI pour soutenir les entreprises mises en danger par la crise).

Mais le Parlement veut aller plus loin et générer un endettement qui ne sera pas seulement appuyé sur le budget européen, mais sur la capacité budgétaire de tous les États réunis. Et l'objectif est de mobiliser ainsi jusqu'à 1.500 Mds supplémentaires, en majorité des subventions, mises en place pour soutenir le plan de relance et de transformation de l'économie européenne, et notamment de ses secteurs sinistrés comme le tourisme.

Avec un art consommé du contrepied, Macron et Merkel viennent d'en promettre le tiers, 500 Mds d'euros, ce qui, de l'avis de tous les spécialistes, sera insuffisant pour faire face aux besoins de la relance de l'économie européenne. Mais cette réponse dès le lendemain du vote survenu au Parlement Européen, montre que ce dernier a enclenché un mouvement qui, pour les « orthodoxes financiers » a une odeur de scandale, mais qui vient de provoquer ce premier pas « franco-allemand ».

D'autres suivront dont l'ampleur sera déterminée par l'ampleur de la crise. En prenant la tête de l'action pour la relance et la transformation économique de l'Europe au lendemain de la crise du coronavirus, l'Union Européenne se relance aussi politiquement. Il était temps ! ■

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page4



Marie-Hélène Casanova-Servas, Présidente d'Air Corsica, face au déconfinement

« Le but est de responsabiliser »

Avocate impliquée auprès de ses clients, Marie-Hélène Casanova-Servas n'en demeure pas moins une Présidente d'Air Corsica très présente. Elle a été parmi les élus de Femu a Corsica les plus mobilisés pour répondre aux besoins des Corses en cette période compliquée. Elle fait le point avec nos lecteurs sur comment cette crise est gérée par la compagnie régionale, par ailleurs plus gros employeur de l'île.

En première ligne dès les premiers instants de cette crise, quelles mesures avez-vous prises au sein d'Air Corsica pour garantir la sécurité des passagers et des personnels ?

Afin d'assurer la continuité du service public, Air Corsica a effectué en concertation avec l'Office des Transports de la Corse, un programme «minimum» de vols, du Lundi au Vendredi ; toute opération étant supprimée les samedi et dimanche. Ce programme, outre le transport des personnes, a permis d'assurer la continuité du service fret entre la Corse et le continent, particulièrement pour les transports de produits et médicaments pharmaceutiques. Depuis le début de la crise, Air Corsica, a mis en place une série de mesures appliquées de manière stricte pour protéger les passagers et les équipages dont je salue l'engagement et l'implication. Nous avons procédé à la mise à bord de kits sanitaires comprenant gants, masques et gel hydroalcoolique, à la suppression du service de boissons, ainsi qu'à un nettoyage accru. Par ailleurs, alors même qu'aucune directive gouvernementale ne l'imposait, en accord avec l'OTC et afin de respecter les règles de distanciation sociale, nous avons pris la décision de réduire la capacité à 80 sièges pour un A320 qui en contient 180, et 30 sièges pour un ATR qui en contient 70.

Le secteur des transports est particulièrement impacté, comment se porte la compagnie dans ce contexte ?

Contrairement à d'autres compagnies aériennes Air Corsica a abordé cette crise en bonne santé financière. Forcément nous nous préparons à un exercice comptable 2020 dégradé.
Nous espérons ne pas afficher un gros déficit. Mais le niveau de trésorerie nous permet de faire face à toutes les dépenses. Et nous ne doutons pas que la Collectivité de Corse, actionnaire majoritaire, sera proche d'Air Corsica, compagnie de tous les Corses, et étudiera toutes les possibilités pour l'aider.

Comment s'organise le déconfinement ?

Après avoir mis en œuvre tous les dispositifs possibles pour protéger les salariés et les clients, aujourd'hui Air Corsica organise le retour à la normale. Les 700 collaborateurs que compte la compagnie ont toujours su faire preuve de

professionnalisme, réactivité et solidarité.
Concernant les lignes de bord à bord, le programme de vols adapté aux besoins et à l'évolution sanitaire, est établi en concertation avec l'office des transports. Concernant les lignes vers Paris, alors même que nous avons appris que l'aéroport d'Orly resterait fermé après le 11 Mai, nous nous devions de trouver les voies et moyens qui nous permettraient d'assurer la desserte, et qui permettraient aux Corses de voyager à un tarif raisonnable, tout cela bien évidemment dans un cadre juridique stricte. L'OTC a étudié la possibilité d'un transfert temporaire et provisoire du contrat de Délégation de Service Public sur l'aéroport Roissy CDG, lequel permettrait l'application du tarif résident tel que celui qui est en vigueur depuis le 25 Mars dernier. Dès lors à partir du 2 Juin, les Corses pourront rejoindre Paris de manière quotidienne et inversement.

Avec quelles conditions sanitaires ?

Notre objectif est d'assurer la desserte vers Paris dans la continuité, car ces vols sont nécessaires que ce soit pour des déplacements médicaux, professionnels, ou pour le fret. La plupart des dispositions prises durant le mois d'Avril demeurent les mêmes puisque durant la première phase de déconfinement, soit jusqu'au 2 Juin, la population sera soumise à une restriction de déplacement dans un rayon de 100 km et que tous les passagers devront être munis d'une attestation dérogatoire ; tout déplacement de loisir étant de facto, interdit. Le 2 Juin si cette attestation dérogatoire n'est plus nécessaire, la compagnie assurera malgré tout et durant tout le mois de juin, le transport des passagers dans les meilleures conditions sanitaires, avec les mêmes mesures ; la capacité de sièges sera adaptée en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. Les mesures de protection seront renforcées par le port de masque obligatoire dès la présentation au comptoir enregistrement et ce pour l'intégralité de la durée du voyage jusqu'au débarquement.

Le Plan de déconfinement de la Collectivité de Corse propose un dispositif de modélisation pour sécuriser les arrivées en Corse tout en permettant une relance d'une activité touristique ?

La population Corse, et nos équipages doivent pouvoir voyager dans des conditions adaptées et sécurisées. La reprise des transports est aussi, la condition nécessaire de la relance progressive de l'activité touristique. Nous devons nous assurer également que postérieurement au 2 Juin, les touristes pourront venir en Corse, de manière sécurisée, contrôlée et maîtrisée afin d'éviter une nouvelle propagation du virus. Le *green pass* permettrait des voyages rassurants pour les passagers, il permettrait aussi de modéliser les flux touristiques, et de trouver le point d'équilibre entre les arrivées sécurisées en Corse et la relance touristique nécessaire.

« On sait où l'on va et on sait comment on y va » avez-vous dit devant l'Assemblée de Corse à propos de la stratégie du Président du Conseil Exécutif concernant son plan de déconfinement… Expliquez-nous.

Vouloir gérer le déconfinement de la Corse comme celui d'un département continental serait une erreur et serait surtout inefficace. Le plan de sortie progressive de confinement proposé n'est pas celui d'une simple collectivité locale de droit commun. Le but est de responsabiliser et non de construire une méthode infantilisante. Les acteurs économiques, culturels et associatifs, notamment ceux directement impactés par la saison touristique, attendaient de la lisibilité pour pouvoir adapter leur activité et faire les meilleurs choix. Ce plan les éclaire déjà beaucoup sur la position du Conseil exécutif à différents niveaux et sur la méthode qu'il souhaite mettre en place pour réussir cette sortie progressive du confinement… Je le répète, que l'on soit en phase ou non, avec la stratégie du Président du Conseil Exécutif, aujourd'hui le message est clair : on sait où l'on va et comment on y va ! ■

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page5

Maestru di cunferenza à l'Università di Corti, Rumanu Colonna hè elettu à l'Assemblea di Corsica incaricatu di parechji cartulari. Impegnatu da tutte e mamme, pè a lingua, pè a cultura, per l'ecunumìa, per l'educazione, per l'Auropa… hè frà l'eletti Femu a Corsica ch'intervene u più. È si face à le volte imbasciadore postu ch'ellu publicheghja intantu ch'universitariu riflessioni nant'à riviste di rinomu, cum'è pocu fà l'*International Journal of the Sociology of language*. Eccu u so parè nant'à a crisa chè no campemu oghje.

Rumanu Colonna, cunsigliere territuriale Femu a Corsica

« A gistione di u Statu hè stata un fiascu maiò »

Si ne parla menu, ma u mondu culturale hè toccu assai da a crisi. L'avete resu un umagiu mentre a sessione di u 7 di maghju scorsu…

Iè! Hè toccu ancu ellu assai assai da quella crisi ch'è no campemu. L'inseme di e manifestazione culturale sò state annulite, chjosi tutti i lochi di cultura... Ghjè tutta l'indùstria culturale chì hè culpita è chì si trova senza pùblicu, spettàculi, festivale, vìsite, cuncerti... Vurria tandu palisà trè punti di primura.
Prima, l'impurtanza di a cultura da fà a leia trà di noi, da parmette u scambiu, da palisà a nostra umanità, da dì ciò ch'è no semu à u mondu è ciò chì u mondu hè par noi... L'identità è a cultura sò fundivi da fà pòpulu è da mantene una dinàmica cullettiva.
Dopu, ci vole à palisà a ricchezza immensa, u talentu è a generosità maiò di l'attori culturali è assuciativi isulani chì, l'emu vista mentre issu periudu di cunfinamentu, anu participatu à modu soiu à allegerisce u nostru cuttidianu. Cù i so canti, e so pitture, i so ritratti, e so litture, i so scritti, e so parolle... ci anu parmessu di stà inseme, d'arricà ci à pena di binistà in più. Ch'elli sianu ringraziati di core.
Infine, vurria ramintà chì à spessu l'attori culturali sò dinò quelli, puru cun d'altri, chì prupònenu una antra via di turìsimu cù una offerta culturale, patrimuniale, linguìstica, identitaria sfarenta. Mi face pinsà à e parolle di u pueta Ghjuvanteramu Rocchi cantate da I Muvrini, chì dicianu *«U mo paese o ghjente care, ùn hè solu sole è mare. Hè di più chè cusì»*. È issu *«di più chè cusì»*, à spessu u si fàcenu l'attori culturali.
A Cullettività di Corsica, in lu quatru di e so pussibulità è prirugative, deve travaglià u più à vicinu à quelli attori da aiutà li à francà issa crisi. Un travagliu impurtante hè statu iniziatu da l'Esecutivu.

Site criticu assai di pettu à a gestione di a crisi da u Statu…

À parechji livelli, a gistione di u Statu hè stata un fiascu maiò cù una cumunicazione disunesta. Ùn hè micca solu l'elettu naziunalistu corsu ch'e sò à dì la ma a più parte di a ghjente in Francia, partiti pulitichi, corpi intermidiarii, curpurazione, medichi, infirmieri, cullettività... Ùn pigliaraghju quì cà l'affare di e «mascare»: hè una vargogna!
È l'argumentu di certi dicendu par un dettu «ma ancu assai chì ci era u Statu cù u battellu militare u *Tonnerre* chì hè vinutu à circà parechji malati», ùn tene micca. S'ellu ci vole di sicura à ringrazià tutti quelli chì anu participatu à issu sforzu, a sulidarità trà i pòpuli deve andà aldilà di cunsidarazione pulìtiche di Statu. Ùn hà mandatu a Francia, ancu ella, parechji malati in Alimagna o in Svìzzera? È l'offerta uspitaliera in Corsica hè urganizata da quale, da i Corsi o da u Statu? È dopu ci vurria à autocundannà ci o culpabilizà d'esse aiutati mentre una crisi è tandu piattà tutte l'altre e mancanze di u Statu? Aiò siamu serii una stonda!

Ch'averebbe fattu di più un guvernu autunumista pè a Corsica?

A prima dumanda, ùn hè micca par avà di sapè ciò ch'ellu avaria fattu un guvernu autonomista o indipendente corsu ma più tostu ciò ch'ellu hà aghjà fattu quellu di a Cullettività di Corsica cù i so mezi! Emu riagitu, anticipatu è prupostu una azzione cullettiva a più ghjusta pussìbule è da u principiu di a crisi. È di pettu à a crisi, hè statu u prisidente Simeoni particularmente (ri)attivu. A risposta à a vostra dumanda ci rinvia finalmente à ciò ch'ellu dicia u famosu sociologu amiricanu Daniel Bell quand'ellu scrivia chì u Statu-nazione hè duvintatu troppu maiò par gistisce l'affari chjuchi è troppu chjucu par l'affari maiò. Si hè virificata più cà mai cù issa crisi.

In lu gruppu Femu a Corsica à l'Assemblea, intervinite nantu à parechji sugetti diversi, micca solu a cultura o l'educazione…

Quandu aghju iniziatu u me mandatu, aghju pruvatu à intarissà mi à parechji cartulari parchè l'Assemblea di Corsica sò parechji duminii d'intarvinzione. L'emancipazione ch'è no bramemu passa à tempu pà un prugettu pulìticu ambiziosu è pà una gistione rigurosa. Sottupone di pruvà ad avè una visione larga di a nostra sucetà è di l'affari di a Cullettività di Corsica.

Site dinò primurosu assai di e cuuperazione à custruisce cù l'altri populi. Chì pò purtà l'Europa à a Corsica?

A cuuperazione cù l'altri pòpuli, cù e nazione duminate, hè essenziale par purtà e nostre lotte. Prima parchè ghjè un duvere di sulidarità, è vultemu quì à ciò chì face a nostra umanità, è dopu parchè emu parechji affari da amparà da l'altri à livellu di e risposte ch'elli tròvanu di pettu à i Stati cintrali. I Corsi ùn sò micca soli è i Corsi sò à fiancu à tanti pòpuli fratelli.
L'Auropa (pulìtica) hè una idea magnìfica. È ghjè parchè no cridemu in quella idea ch'ellu ci vole à cambià l'Auropa d'oghje pà avvià la à prò di l'eculugia, di i pòpuli, di a dimucrazia, di a ghjustizia suciale, di u citadinu... Tocca à noi! ■

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page6

Plan Tourisme et green pass

Femu a Corsica hausse le ton !

Alors que la polémique politicienne enfle du côté d'un certain nombre d'élus et de professionnels du tourisme, à propos de la volonté de l'Exécutif de Corse de garantir la sécurité sanitaire du peuple corse, tout en permettant une reprise de l'activité touristique, Femu a Corsica hausse le ton et rappelle quelques vérités en commentant dans une longue publication les annonces du Plan Tourisme, le « green pass » et les propos de Jean Noël Marcellesi, businessman du tourisme, président du Cercle des Grandes Maisons de Corse.
Le Secrétaire national de Femu a Corsica, Jean-Félix Acquaviva, répond aux questions d'Arritti.

Femu est très critique sur les annonces du Plan Tourisme par le Premier ministre…

Nous avons fait part de nos craintes et du plus grand scepticisme quant à la réelle prise en compte, par le gouvernement, de la situation économique et sociale de la Corse. Hormis le principe affiché d'une éventuelle adaptabilité des mesures générales à certains territoires comme la Corse, les orientations du Plan sont, à ce jour, très nettement insuffisantes dans notre cas où l'économie est hyperspécialisée dans le tourisme avec une activité ultra-concentrée dans un temps saisonnier.
L'exonération de charges sociales et fiscales sur trois mois, le renforcement du recours à l'emprunt donc à l'endettement et le chômage partiel jusqu'en septembre, ne sont pas des mesures efficaces eu égard aux dégâts déjà commis sur le secteur des entreprises touristiques (cafés, restaurants, hôtels, campings, gîtes, activités de pleine nature, de transports, activités tournées vers l'événementiel et autres prestataires de services). Du fait de la très forte dépendance au secteur touristique d'une part et du pic de population touristique d'autre part, nombreux autres secteurs et professions sont directement touchés, comme l'agriculture, la pêche, le secteur de l'agroalimentaire, de la distribution, du commerce, mais aussi les artisans du BTP, les professions libérales médicales et les indépendants, etc.
À ce jour, tous ces secteurs sont les oubliés des mesures. Et les dégâts sont colossaux…

D'aucuns pensent qu'il suffit de rouvrir ports et aéroports…

Non seulement le confinement individuel a empêché toute activité entre mars et mai mais il a provoqué des annulations en cascade de réservations pour le cœur de saison. Dans ce contexte, laisser croire qu'il suffirait d'ouvrir à nouveau les flux aériens et maritimes pour « rattraper » le retard et sauver les entreprises comme le font croire certains acteurs économiques, représentants politiques et élus, est proprement inconsistant et irresponsable, d'un point de vue sanitaire, économique et social.
Oui pour le redémarrage de l'activité absolument nécessaire, non pour laisser croire que cela sera une véritable « saison ». Cette dernière attitude vise à leurrer la grande majorité des acteurs économiques et touristiques en essayant de limiter la grande responsabilité du gouvernement dans la définition de mesures adéquates permettant l'amortissement du choc, avant de parler de reprise, puis, à l'horizon souhaité de l'automne, de relance avec les moyens afférents.

> **La délivrance d'un « green pass » est une solution et non la cause de non-venue de touristes comme tentent de le développer de manière caricaturale et manipulatoire certains.**

Que faut-il faire pour amorcer cette reprise ?

Toutes les études sérieuses démontrent qu'un français sur deux (pour effectivement ne parler que de la clientèle accessible à une offre touristique, eu égard aux restrictions de transport à l'international) déclare ne pas vouloir partir en vacances cet été, ou bien partir dans des bassins de vie de proximité, au détriment des destinations lointaines ou semi-lointaines comme la Corse. Ceci pour deux raisons essentielles : en premier lieu, par peur du virus, de sa propagation et par peur de se retrouver confiné loin de chez soi en cas de rebond ; ensuite, par baisse du pouvoir d'achat général.
À l'instar du Conseil exécutif et de son Président, de la majorité territoriale, mais

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page7

aussi à l'instar de nombreux acteurs touristiques, économiques et institutionnels responsables, il est évident qu'il faut avant toute chose rassurer et sécuriser les insulaires d'une part, les populations touristiques d'autre part, grâce à une procédure sérieuse de contrôle et d'évaluation sanitaire des personnes se rendant en Corse, appelée « green pass », sur laquelle seule peut se fonder une réelle stratégie de promotion et de commercialisation de la destination et de sa « sûreté » pour essayer d'optimiser ce redémarrage.

Ce green pass est un leurre selon certains…

La délivrance d'un « green pass » est une solution et non la cause de non-venue de touristes comme tentent de le développer de manière caricaturale et manipulatoire certains responsables politiques, plus attentifs aux prochaines élections municipales puis territoriales qu'à la crise historique et profonde que nous traversons, avec la responsabilité et la cohésion que celle-ci impose.
Même si en démocratie chacun a le droit de s'exprimer, parmi les voix polémiques et stériles qui se sont élevées, celle de M. Marcellesi est révélatrice de choix de développement et de société aux antipodes de nos aspirations. Cette voix excessive et cynique sert les intérêts privés de quelques-uns contre l'intérêt de l'ensemble des acteurs économiques, touristiques et de toute composante du peuple corse tout simplement.

Comment ça « excessive »… ?

Excessive, car M. Marcellesi a choisi de cibler de manière agressive et réitérée « ad nominem » le Président du Conseil Exécutif en des termes guerriers alors que le débat sérieux enclenché ne justifie en rien cette agressivité. Ses propos ne sont pas représentatifs du monde touristique et économique jusqu'au sein de la structure qu'il préside où, fort heureusement, des voix responsables et posées divergent.
Cynique, car M. Marcellesi est suffisamment intelligent pour savoir que le risque de rebond existe et les études de probabilité démontrent que, sans contrôle, il est possible que 600 personnes positives au Covid entrent sur le territoire par tranche de 300 000 personnes. Trois personnes contaminées ont suffi à créer le cluster ajaccien au mois de mars…

C'en serait alors finit de tout espoir de reprise…

En voulant ouvrir les « voiles » sans aucun contrôle outre mesure et en diabolisant le « green pass », M. Marcellesi fait sciemment le choix d'éluder la santé des Corses et des vacanciers. Il fait également le choix suicidaire d'un risque de rebond qui mettrait à terre les entreprises en redémarrage, si un reconfinement devait être imposé en août ou septembre.
Ce type de voix dangereuse et affairiste constitue un « mirage » dans le paysage actuel : champion reconnu des promotions de résidences secondaires dans l'extrême-sud, M. Marcellesi est l'archétype du choix d'une croissance exponentielle, fondée sur la vente du patrimoine foncier, nos terres, pour de surcroît permettre une spoliation et un développement d'activités locatives para-commerciales directement concurrentes de toutes nos entreprises touristiques professionnelles insulaires qu'il prétend défendre par son intervention.
La manœuvre à court-terme est connue : il s'agit, ni plus ni moins, de défendre quelques intérêts privés immédiats dont les structures seraient vite prisées même en cette période de crise, au détriment d'une vision d'ensemble cherchant à sauver le plus grand nombre par une stratégie adaptée.

Un choix de société à l'encontre de celui de Femu a Corsica ?

Effectivement, notre choix de société n'est et ne sera jamais celui de M. Marcellesi et de ses supporters. Fort heureusement, nous sommes très nombreux en Corse à penser de la sorte et le Président de l'Exécutif est loin d'être isolé sur cette voie. En cette période cruciale, nous réitérons notre appel à l'unité, à la cohésion, mais aussi à la responsabilité des acteurs politiques et économiques. Notamment et surtout pour obtenir de l'État les justes moyens pour amortir le choc et sauver le plus grand nombre. Pour adopter ensuite la voie du redémarrage d'une manière sereine, éthique, saine, socialement responsable et économiquement efficace.
Notre discours rejoint l'avis de nombreux opérateurs et de nombreuses couches du peuple corse. Il vise, non pas à « théoriser l'effondrement » comme ont pu le développer futilement certains édiles, mais à faire preuve de lucidité, de responsabilité, d'unité et de cohésion face à cet enjeu de taille. Toujours au service de l'intérêt général, au service de tous les Corses et non de quelques-uns. ■

www.femuacorsica.corsica

Covid19 [estimations]

Point de la situation au 18 mai 2020

Au soir du 18 mai, la Corse comptait 72 décès et 676 personnes testées positifs au Covid19 dont deux nouveaux cas en Corse du Sud et un décès à Bastia. 212 personnes ont quitté l'hôpital depuis le début de l'épidémie.
11 patients sont toujours hospitalisés (8 à Aiacciu, 3 à Bastia) dont 4 en réanimation.

En France, on dénombre 28.239 décès, 142.903 personnes contaminées, et 61.728 guérisons.

Dans le monde, 4.758.938 millions de personnes ont été contaminées, 316.277 sont décédées, 1.754.891 en sont guéries. ■

>>> Continuez à respecter les gestes barrières : lavez-vous fréquemment les mains et respectez 1 mètre au moins de distanciation physique.

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page8

Un Plan Marshall pour l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse !

L'Assemblée de Corse, en formation restreinte et toujours par le biais de la visioconférence, vient d'adopter un plan de relance sans précédent pour soutenir l'Office Public de l'Habitat de la Collectivité de Corse. Un plan qui prend des allures de Plan Marshall tant ce soutien était attendu. Pas moins de 28 millions d'euros sur 5 ans (période 2020-2025) sont ainsi octroyés et vont permettre à l'Office d'engager un important programme de rattrapage d'investissements.

Avec ses près de 3200 logements, c'est quelques 10.000 locataires parmi les personnes les plus en difficulté, que la Collectivité de Corse soutient ainsi. Répartis sur 28 communes, essentiellement en Haute-Corse (mais l'Office a pris également la gestion de 118 logements à Castellucciu dont la convention est en cours de signature), l'OPH compte parmi les loyers les plus bas de France et des locataires tous éligibles à l'Allocation Logement (APL).

Retards d'entretien et de réhabilitation, programme de construction freiné, fort taux de vacance, l'Office dispose d'un Parc ancien et très dégradé. Il a été particulièrement fragilisé par l'adoption de la loi de Finances 2018 qui a fortement ponctionné les bailleurs sociaux (publics ou privés) en réduisant l'APL pour compenser, pour le gouvernement, la perte due à la suppression de l'Impôt sur les grandes Fortunes. C'est dire le regard de ce gouvernement envers les gens les plus fragiles !

Cette Convention dite « d'Objectifs et de Moyens » consacre un partenariat fort entre la Collectivité de Corse et l'Office Public de l'Habitat. Une injustice de réparée, puisque un tel partenariat existait déjà depuis deux ans (héritages du département de Corse du Sud) en faveur de l'OPH de la CAPA !

L'OPH2C va donc pouvoir financer :

- la réhabilitation des logements existants (1273 logements, dont 80% sur la commune de Bastia)
- la construction de logements neufs
- le retard d'entretien, parties communes, aménagements extérieurs, pour améliorer le cadre de vie des locataires
- la résorption de la vacance technique (remise en état des logements libérés pour pouvoir les remettre en location).

L'OPH devient également un partenaire stratégique notamment en terme de politique foncière.

Le rapport présenté par le Président du Conseil exécutif de Corse a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée de Corse. C'est un engagement très fort en faveur de la relance du logement social. ■

Si n'hè andatu ver l'aldilà Richard Girolami

Una vucione corsa s'hè spenta ssu 13 di maghju 2020. Nativu di Castellu di Rustinu, Richard Girolami avìa 74 anni. Hà scrittu frà e cumpunizione è e meludìe e più spùtiche di u ripertoriu isulanu. Un veru artistu ch'hà partecipatu à custruisce u cantu corsu. Hà fattu i so primi passi in u gruppu di *i Machjaghjoli* in l'annate 70 è cantendu dopu in u celebru *Son des guitares* in Marseglia. Eppò si mette à scrive anch'ellu, mùsiche è rime per dì u s'amore di u so paese è i so valori, a so nustalgìa di e tradizioni. Nunda di tristu, à le volte ancu scherzosu, u scopu hè di tuccà l'ànima di a ghjente in ciò chì ci adunisce tutti, a nostra natura è a nostra cultura cusì bella.

Autore, cumpunitore, interpreta, ci hà purtatu in cantu, mùsica è puesìa à longu à quasi 50 anni d'una manera cusì particulare, chì li era pròpia, mettendu in cantu a Corsica, u nostru esse è a nostra vita cutidiana. Un parullaghju di prima trinca. A più cunnisciuta di e so canzone oghje per vìa ch'ella hè a più recente, hè *Muntagna*, bellìssima addattazione di l'òpera di Jean Ferrat, ma ci hà rigalatu cusì tante belle canzone, cume *Un ìsula, Baccalà, Ricordu di Munticellu, u plaffò, U Corsu americanu, l'ordinatore, a Vechja Mamma, a Voce di Bastia, o Sgiò Merre, Ci era…* è tant'altri canti di cusì belle rime, stòrie è meludìe, ch'anu sublimatu a lingua corsa, carche di tenerezze è stampe vive di cultura è di stintu corsu. Era cusì un cumpunitore apreziatu è ancu ricercatu. Hà scrittu per uni pochi d'artisti corsi di rinomu cum'è Antone Ciosi, Yana Ricci, Maryse Nicolai, I Fratelli, Tina Marchesi, José Suzzoni… Era dinù un realisatore di spetàculu apreziatu. Hà cumpostu è urchestratu a scenografia d'uni pochi di spetàculi cum'è a battaglia di Ponte Novu, ma hà accumpagnatu dinù uni pochi d'altri spetàculi è festivali istatini, sunurizendu è accunciendu serate nustrale, di jazz o di varietà. Hè dinù ellu ch'hà furmatu è urchestratu u gruppu Cor'di Rustinu cù bellìssime canzone cum'è *Loghje, A Cardellina, I Frati, Cantemu, Ci vole à lascià dopu à sè, e Veghje, Fin chì, Lisbona, u zitellucciu...*

Richard Girolami hè statu purtatu in terra ssu 15 di maghju in u so paese di Castellu di Rustinu.

Arritti manda affettuose pensate à i soi. A Corsica di u cantu perde una voce è un omu di talente sèmplice è spùticu. Ch'ellu riposi in pace. ■

ARRITTI manda ssu cantu à quelli chì scumbàttenu per un mondu più ghjustu è più umanu. Ch'ella sìa a nostra brama cumuna, ch'o ne fiamu a nostra surgente.

Demucrazìa

di Ghjuvan'Francescu Bernardini, I Muvrini

À l'omi chi s'adòpranu à l'avvene
Li bàttenu e sperenze in pettu
In suchju di generazioni,
Eredi d'antiche passioni,
In fiore dinù, in fiore dinù,

Da facci a piazza cumuna chì asserena
l'ore, chi asserena l'ore,
Di patti infine sculpiti da voce più pare,
da voce più pare,
L'avvene hè da tè, l'avvene hè da tè,

Demucrazìa Demucrazìa!

Ciccona in ogni paese, à paesi in lotta,
à paesi in lotta
Ciccona in ogni paese, l'avvene hè da tè,
l'avvene hè da tè,
L'avvene hè da tè, l'avvene hè da tè,

Di l'esse c'inventeremu l'altare
Ogni falza parochja palisata,
Teatri d'indegne cumedie, guardiane
d'immondi prufiti
Scacciati dinù, scacciati dinù,

Da facci a casa cumuna à mani
mischjate, à mani mischjate,
Alzata à d'altri puteri da omi più pari,
pè omi più pari
L'avvene hè da tè, l'avvene hè da tè,

Demucrazìa Demucrazìa!

Ciccona in ogni paese, à paesi in festa,
à paesi in festa
Ciccona in ogni paese, l'avvene hè da tè,
L'avvene hè da tè, l'avvene hè da tè,

Demucrazìa Demucrazìa! ■

Cumu fà nazione? Cumu fà ricunosce u pòpulu? Cumu custruisce u paese? Cumu sparghje l'edea? Cumu sbuccià? Sò dumande ch'Edimondu Simeoni purtava in core à ogni soffiu di vita. Ci hà lasciatu, ma fèrmanu e so parulle, i so cunsiglii, e so brame d'avvene. Arritti i vole tramandà. Ghjustizia è demucrazìa èranu per ellu priurità. A dicìa torna u 15 d'aostu 2018…

Les messages d'Edmond Simeoni
i messaghji

Priurità

« La Corse a soif de liberté – depuis toujours –, de démocratie, de dignité et de développement depuis 60 ans.
La Corse dispose de cartes maîtresses pour préparer l'avenir, comme sa diaspora de grande valeur, mais aussi une épargne de 10 milliards d'euros, sans oublier les richesses naturelles importantes et une jeunesse volontaire.
Comment faire reconnaître notre peuple? Comment acquérir la liberté et protéger la terre? Comment agir et lutter? Comment construire un Pays de droit et de développement plus juste et plus égalitaire et qui doit reposer sur les principes de l'humanisme? Surtout, il faut écarter toute idée d'utiliser la force et la violence, ainsi que la rupture avec l'État français. Un Statut de véritable autonomie et dans le cadre de la République française, nous semble raisonnable. C'est notre revendication inchangée depuis 1973.
Oui, mais comment agir? Comment faire? Comment construire la démocratie et notre Pays?
Le premier objectif est d'accroître la conscience ici et dans la diaspora puis, de façon loyale, de travailler avec toutes et tous dans une société apaisée et de chercher, en vue de l'union sur tous les terrains, des solutions, des contrats électoraux et des concertations.
La Corse, en souffrance, a perdu ses valeurs de travail, de respect et d'honnêteté. L'intérêt général s'est dissout dans les égoïsmes et dans l'argent. C'est pour cette raison que la priorité doit être donnée fermement et partout à la démocratie, à l'éthique, au civisme, sans faiblesse, priorité aussi, à l'éducation et à la formation dans le respect de la liberté, du partage, de la fraternité et de la solidarité.
Dans tous les domaines, le challenge majeur pour enraciner la paix est de faire progresser la société de manière plus juste et plus équitable.
Le Peuple Corse – Corses d'origine ou Corses d'adoption, Corses qui vivent ici ou dans la diaspora – ils sont environ 1 million – ne doit pas craindre l'ouverture, la compétition et il doit refuser l'autarcie et le racisme, tous deux mortels.
Du même mouvement et dans le même temps, il faut internationaliser l'information sur la Corse – il existe une opinion et une conscience publiques internationale –, chercher des partenaires économiques et culturels échanger tous ensemble les idées et les projets… L'Europe, la Méditerranée et le monde nous sont ouverts avec les voyages, les réseaux de communication les marchés, les conférences.
La lutte – responsable et pacifique – est capitale pour briser la soumission coloniale: des manifestations, des élections, de la créativité… La non-violence est une arme utile qui sert la paix; le peuple corse doit y trouver sa place et s'impliquer dans ce combat car les opportunités sont importantes et les résultats assurés.
Bien sûr nous n'avons pas une quelconque prétention de choisir ou d'imposer une route; de facto nous voulons une simple et brève contribution pour la recherche collective d'une solution adaptée pour traiter « la question Corse ».
Rien ne pourra arrêter la marche du peuple corse vers la liberté et sa volonté de participer, à un niveau modeste, au débat démocratique avec tous les peuples du monde. Il tient sa force et sa légitimité de l'histoire et du droit international « tout peuple a le droit de choisir son destin de manière libre » comme le préconise l'ONU: *« tout peuple a droit à l'autodétermination »*.
Engageons-nous avec conviction et courage. La liberté nous attend. » ■

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page10

Un mouvement démocratique conçu pour mener à terme le projet de sauver le Peuple Corse sur sa Terre. La violence clandestine étant exclue dans les conditions actuelles, les moyens du sauvetage passent par le droit de légiférer et de réglementer grâce à une autonomie pleine et entière.

Le mouvement démocratique qu'il nous faut

par Max Simeoni

Une sortie progressive du système de dépendance serait utile avec la collaboration de l'État et à définir avec lui. La France quelque soit son régime politique a besoin de garantie de sécurité, l'Europe aujourd'hui de même, l'île est très proche de sa rive sud.
Les divers statuts octroyés jusqu'à ce jour ne sont pas des petits pas vers une autonomie réelle, les compétences accordées ne sont que dans le cadre d'une gestion, *«les élus locaux ne font pas la loi»* a dit le Président Macron, donc il ne font qu'appliquer les décisions du pouvoir central jacobin pour un seul peuple, une seule langue, un seul territoire. Ligne rouge à ne pas franchir. Pas de reconnaissance de Peuple corse, ni de coofficialité pour sa langue.

Pour faire sauter ce cadenas, il faut gagner un rapport de force politique historique, faire plier l'État jacobin. Le demi-siècle de revendication des natios le prouve. Et sans l'adhésion profonde de ce qui reste du peuple corse, on ne pourra pas avoir les moyens de l'empêcher de disparaître. Le non-droit à la différence est par nature anti démocratique. Il est naturel que pour combattre cette injustice, les natios soient des démocrates exemplaires. On voit bien que les élections ne suffisent pas, mieux elles peuvent couvrir, servir d'alibi à n'importe quel système. L'État français a laissé libre court à toutes les fraudes, les listes électorales trafiquées, vote par correspondance éhonté, procurations peu contrôlées, sans compter les démarchages et les pressions... ce sont les nationalistes qui les ont combattus les premiers pour ramener le débat sur les idéaux et l'intérêt collectif... pour sauver un peuple, il faut qu'il est conscience du danger et la volonté de s'unir pour lutter. C'est une logique de guerre où la violence n'est possible qu'en cas de provocations. Aleria s'est inscrit naturellement dans «la défense de la terre», 90% des lots Somivac réservés secrètement aux pieds-noirs au détriment des Corses.

> **Le mouvement démocratique relève d'une technique simple. Il s'agit d'organiser une intelligence collective du peuple pour mener un combat d'urgence historique.**

Le mouvement démocratique relève d'une technique simple. Les grandes lignes esquissées seront précisées par la suite. Il s'agit d'organiser une intelligence collective du peuple pour mener un combat d'urgence historique. L'assemblée générale est souveraine. Elle est composée de tous les militants inscrits dans leur région et à jour de leur cotisation. Elle définit la ligne politique. Elle élit un Exécutif sur un programme servant cette ligne. Elle seule peut modifier les statuts du mouvement qu'elle a établis. Elle se réunit au moins une fois l'an et autant de fois que nécessaire selon des modalités précises qui ne laissent aucune place à l'improvisation, aux manœuvres, aux effets de surprise ou au suivisme d'individu... mais qui assurent une transparence complète. Un mécanisme d'intelligence collective clair qui engage la responsabilité de chacun. Elle est présidée par un bureau renouvelé ou réélu chaque fois: président de séance, un suppléant adjoint, assesseurs pour régir selon le RI les motions, les documents éclairant le vote, la qualification des militants appelés à voter, etc.
Elle peut être convoquée exceptionnellement si besoin par l'Exécutif, le comité de coordination, par une pétition signée par un nombre de militants donné au RI, suivant une procédure précise...

De toutes façons, une AG, sauf cas de force majeur, est l'aboutissement d'une période bien définie de préparation où les motions, les contributions des instances, les candidatures internes pour le fonctionnement, externes pour la représentativité externe sont portées à la connaissance de chaque militant ainsi que les réactions qu'elles amènent. Le jour de l'AG les débats sont pratiquement épuisés et il ne reste en fait qu'à les trancher. Les explications de vote courtes peuvent être faites et tout est transcrit dans le compte rendu d'AG que chacun recevra. Les autres instances seront évoquées dans les prochains Arritti à commencer par la base, l'organisation des militants au sein du peuple de l'île et de la diaspora. C'est d'elle que tout se construit pour le sauvetage du peuple au sein d'un peuple qui, face à son destin, ne peut donner de procuration à personne. ■

Abbunàtevi !

❒ 55 € un annu/un an
❒ 34 € sei mesi/six mois
❒ 82 € u stranieru/étranger

Arritti
5 Bd H. de Montera
20200 Bastia
Tél. : 09 65 32 16 90
arritti2@wanadoo.fr
www.arritti.corsica

Casata è Nome (nom et prénom)
Indirizzu (adresse)
Telefonu (téléphone)
Mel

AVIS D'ATTRIBUTION

ODARC - ETABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
Mme Marie-Pierre BIANCHINI - Directrice par intérim - Avenue Paul Giacobbi - BP 618 - 20601 BASTIA
Tél : 04 95 30 95 30 - Fax : 04 95 33 86 05 - mèl : marches-publics@odarc.fr - web : http://www.odarc.fr

Objet : MARCHE DE SERVICES D'ASSURANCE
Référence acheteur : 001-2020
Nature du marche : Services
Procédure ouverte
Classification CPV : Principale : 66510000 - Services d'assurance
Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bastia - Villa Montépiano - 20407 Bastia - Cedex - Tél : 04 95 32 88 66 - Fax : 04 95 32 38 55 - greffe.ta-bastia@juradm.fr
Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Diffférends et Litiges relatif aux marchés publics - Secrétariat du comité - Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 MARSEILLE - 06
Tél : 0484354554 - Fax : 0484354460
catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr
Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :
- Référé précontractuel : jusqu'à la signature du contrat, article L 551-1 du code de justice administrative. Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, avant la signature du marché public ou de l'accord-cadre.
- Recours pour excès de pouvoir en cas de déclaration d'infructuosité de la procédure :
Dans l'hypothèse d'une déclaration d'infructuosité de la procédure, le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir contre cette décision, devant le tribunal administratif. Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent courrier.

Attribution du marché
Valeur totale du marché (hors TVA) : 171010 euros
- LOT N° 1 - Assurance Dommages aux biens et risques annexes
Ce lot a été déclaré INFRUCTUEUX.
- LOT N° 2 - Assurance Responsabilité et risques annexes
Nombre d'offres reçues : 2
Date d'attribution : 06/05/20
Marché n° : 001-2020
AXA FRANCE IARD, 313 TERRASSES DE L'ARCHE, 92727 NANTERRE
Montant HT : 46 725,09 Euros
Le titulaire est une PME : NON
Sous-traitance : non.
- LOT N° 3 - Assurance Flotte automobile et risques annexes
Nombre d'offres reçues : 2
Date d'attribution : 06/05/20
Marché n° : 001-2020
GROUPAMA MEDITERRANEE, 24 PARC DU GOLF ZAC DE PICHAURY, 13799 AIX EN PROVENCE
Montant HT : 122 915,33 Euros
Le titulaire est une PME : NON
Sous-traitance : non.
- LOT N° 4 - Assurance Protection juridique des agents et des élus
Nombre d'offres reçues : 3
Date d'attribution : 06/05/20
Marché n° : 001-2020
ACL COURTAGE, LAPARRO, 46400 SAINT JEAN LES-PINASSE
Montant HT : 1 369,39 Euros
Le titulaire est une PME : NON
Sous-traitance : non.

Envoi le 15/05/20 à la publication
Pour retrouver cet avis intégral, allez sur http://www.marches-publics.info

---

AK 2B
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 2 000 EUROS
PORTE A 80 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : LIEUDIT BANCARELLO
20169 BONIFACIO
522 220 581 RCS AJACCIO

Du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 avril 2020, il résulte que le capital social a été augmenté de 78 000 euros par incorporation de réserves.
En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié.
Ancienne mention : Le capital social est fixé à Deux mille (2 000 euros).
Nouvelle mention : Le capital social est fixé à Quatre-vingt mille euros (80 000 euros).
Aux termes d'une délibération en date du même jour, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social aux activités de point chaud (dépôt de pain), et salon de thé (vente de boissons sans alcool et de denrées alimentaires à consommer sur place), et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis, La Présidente

LA CABANE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 300 EUROS
SIEGE SOCIAL : VILLA CATARINA, ROUTE DE PIANTARELLA, 20169 BONIFACIO

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Bonifacio du 5 mars 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : LA CABANE
Siège social : Villa Catarina, Route de Piantarella, 20169 BONIFACIO
Objet social : Restauration traditionnelle
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 300 euros
Gérance : Monsieur Charley COLIN, demeurant à Sotta (20146), au 1 lot Diccipoli.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés d'Ajaccio.

Pour avis, La Gérance

ARRITTI
Ritruvate u giurnale nant'à internet : www.arritti.corsica

SAPPA CASETTA
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 5 000 EUROS
PORTE A 15 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : A SAPPA, ROUTE DE SARTENE
20169 BONIFACIO
788 993 558 RCS AJACCIO

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 20 avril 2020 a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 10 000 euros par apports en numéraire, ce qui rend nécessaire la publication des mentions suivantes :
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : Le capital social est fixé à Cinq mille euros (5 000 euros)
Nouvelle mention : Le capital social est fixé à Quinze mille euros (15 000 euros)

Pour avis, La Gérance

LES ANCIENS
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 1 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : LES HAUTS DE SANTA MANZA
20169 BONIFACIO
811 804 541 RCS AJACCIO

Aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé
- d'étendre l'objet social à l'activité de fabrication de meubles, portes intérieures et placards en métal et en bois, et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts ;
- de transférer le siège social des Hauts de Santa Manza (20169 Bonifacio) au Lotissement Musella, lot 3 (20169 Bnifacio) à compter du 31 décembre 2019, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis, La Gérance

LOCATION-GÉRANCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Bonifacio du 11 mars 2020, Monsieur Pierre-Louis FERRERO, demeurant à Santa Manza, 20169 Bonifacio, EIRL immatriculé au Registre du commerce et des Sociétés d'Ajaccio sous le numéro 511 663 460, a confié à :
Monsieur Charley COLIN, agissant au nom et pour le compte de la Société en formation LA CABANE, Société à responsabilité limitée au capital de 300 euros, dont le siège social est fixé à Bonifacio (20169), Villa Catarina, Route de Piantarella, en cours d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés d'Ajaccio,
L'exploitation à titre de location-gérance du fonds de commerce de restaurant (saisonnier) situé à Santa Manza, 20169 Bonifacio, connu sous le nom de "La Cabane du Pêcheur" ;
Pour une durée d'un an à compter du 1er avril 2020, renouvelable ensuite d'année en année par tacite prolongation, sauf dénonciation.
Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce dont il s'agit seront achetées et payées par le gérant, et il en sera de même de toutes sommes quelconques et charges dues à raison de l'exploitation dudit fonds, qui incomberont également au gérant, le bailleur ne devant en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

Pour unique avis signé
Monsieur Charley COLIN,
représentant légal de la Société en formation
LA CABANE, le locataire-gérant.

Arritti 2653:Arritti 20/05/20 23:39 Page12

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE - BP 345 - 20297 BASTIA CEDEX

PAR JUGEMENT EN DATE DU 12/05/2020 LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE BASTIA A PRONONCÉ LA CLÔTURE POUR EXTINCTION DU PASSIF DES OPÉRATIONS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE DE
- ETTORI TRUCCHI JOËLLE - LES MARINES DE BRAVONE - 20230 LINGUIZZETTA
ACTIVITÉ : ALIMENTATION GÉNÉRALE – PETITE RESTAURATION...
RCS BASTIA A 483 153 730, 2005 A 1287
- PERLA MARINA (SCI) - LIEU DIT COCHIARAIA BRAVONE - 20230 LINGUIZZETTA
ACTIVITÉ : ACQUISITION DE TERRAIN À BÂTIR, ÉDIFICATION D'IMMEUBLES EN VUE DE LA VENTE
RCS BASTIA D 529 233 785 (2010 D 381)

PAR JUGEMENT EN DATE DU 12/05/2020 LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE BASTIA A PRONONCÉ LA CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF DES OPÉRATIONS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE DE **CENTRE AUDITIF CORSE (SARL) -** RÉS MATHÉA - FOLELLI - 20213 PENTA DI CASINCA
ACTIVITÉ : FABRICATION VENTE RÉPARATION DE PROTHÈSES AUDITIVES
RCS BASTIA B 502 124 514 - 2008 B 30

PAR JUGEMENT EN DATE DU 12/05/2020 LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE BASTIA A PRONONCÉ LA CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF DES OPÉRATIONS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE DE **OUERGHI SAMIRA -** LDT PASTORACCIA - ZI DE BASTIA - 20600 BASTIA
ACTIVITÉ : TÔLERIE - CARROSSERIE - PEINTURE AUTOMOBILE - PETITE MECANIQUE - VENTE DE VÉHICULES
RCS BASTIA A 788 614 824 - 2013 A 1

POUR EXTRAIT, SELARL ME NICOLE CASANOVA, GREFFIER

A vostra publicità quì
Votre publicité ici
Ange Giovannini
06 81 54 73 98
www.arritti.corsica

ANNUNZII LEGALI
Pour vos annonces légales : arritti2@wanadoo.fr

ARRITTI • FONDATEUR PROPRIÉTAIRE DU TITRE ET DE LA PUBLICATION DE PRESSE : MAX SIMEONI • DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS ALFONSI • RÉDACTRICE EN CHEF : FABIANA GIOVANNINI • GÉRANT DE LA SARL D'EXPLOITATION PRUMUZIONE NUSTRALE : MARC BATTISTINI • RÉDACTION : 5 BD DE MONTERA, 20200 BASTIA • TÉL. 09 65 32 16 90 - TÉL./FAX 04 95 31 64 90 • ARRITTI2@WANADOO.FR • RÉALISATION GRAPHIQUE : VANINA BELLINI CUMUNICAZIONE 06 23 29 46 63 • IMPRIMEUR : STAMPERIA SAMMARCELLI - BIGUGLIA • WWW.ARRITTI.CORSICA • CP 0422C82046 • ISSN 1262

Attualità, suciale, salute, pulìtica...
U vostru settimanale hè nant'à internet

© Vanina Bellini Cumunicazione

www.arritti.corsica